M. Broadbent: C'est ce que je croyais. Je crois aussi que les fonctionnaires du ministre pourraient répondre si on le leur demandait. Toutefois, je voudrais lui poser une question supplémentaire. Étant donné que le changement opéré dans le financement du programme d'assurance-chômage est en réalité un impôt déguisé, levé surtout pour ceux qui gagnent \$8,300 par an ou moins, le ministre peut-il dire à la Chambre dans quelle mesure, selon les prévisions de son ministère, les cotisations d'assurance-chômage seront augmentées au cours des trois prochaines années?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, c'est une question à traiter après plus ample consultation avec mon collègue le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration; cela dépend dans une grande mesure de la rapidité avec laquelle le déficit du compte privé pourra être amorti.

LE TAUX DE CHÔMAGE ET LES OBLIGATIONS DU
GOUVERNEMENT QUANT AU RENFLOUEMENT DE LA CAISSE—
L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Je fournirai nos prévisions au ministre plus tard au cours du débat.

J'aimerais demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il considère l'abandon de la norme fixe de 4 p. 100 en faveur d'un pourcentage variable, qui atteindra sans aucun doute 6 p. 100 dès l'année prochaine et bien plus encore l'année suivante, comme une politique ou une décision en contradiction totale avec l'un des grands principes de base de l'actuelle loi sur l'assurance-chômage que défendait le ministre du Travail précédent en présentant la loi, à savoir qu'une norme fixe obligerait le gouvernement à contenir le chômage?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il ne s'agit absolument pas d'abandonner ce principe. Je pense que c'est un ajustement pratique à la situation actuelle, et je suis convaincu que le gouvernement se considérera toujours obligé de contenir le chômage du mieux qu'il peut.

Des voix: Bravo!

LE MONTANT ESTIMATIF DES ÉCONOMIES ESCOMPTÉES DES
MODIFICATIONS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Comme les prestations d'assurance-chômage atteindront environ 1 milliard de dollars de plus que l'année dernière et que les dernières modifications proposées à la loi sur l'assurance-chômage indiquaient qu'il en résulterait une économie d'environ 100 millions de dollars pour les Canadiens, le ministre peut-il dire quelles seront les économies réalisées grâce aux modifications proposées? A-t-il quelques chiffres à ce sujet?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): J'espère communiquer ce genre de renseignements à la Chambre quand elle sera saisie du bill.

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

M. Alexander: Le ministre a-t-il quelquel renseignement à nous fournir au sujet des économies qui seront réalisées en supprimant des listes des prestataires de l'assurance-chômage les personnes de 65 ans? A-t-il étudié la question et peut-il nous donner des chiffres sur les économies qu'il sera possible de réaliser à long terme?

M. Andras: Je le répète, cela fait partie des renseignements que j'espère bientôt communiquer à la Chambre.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'OPINION DU MINISTRE QUANT À LA PART DU REVENU
NATIONAL REVENANT À LA MAIN-D'ŒUVRE

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Vendredi dernier, j'ai demandé au ministre des Finances s'il jugeait que le pourcentage du revenu national net qui revient à la main-d'œuvre, et qui est actuellement de 73.3 p. 100 au lieu de 75 p. 100 il y a quatre ans, était normal vu la situation, et le ministre a répondu qu'il éclaircirait la chose le soir du budget. Je ne crois pas qu'il l'ait fait. Le ministre du Travail peut-il maintenant nous dire si le gouvernement estime, étant donné ce que le ministre des Finances a déclaré lundi soir, que la part du revenu national net qui revient à la main-d'œuvre pour le premier trimestre de cette année, soit 73.3 p. 100, est suffisamment élevée compte tenu des circonstances? Le ministre peut-il nous donner une réponse?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je ne puis qu'ajouter quelques mots à ce que le ministre des Finances a déclaré à l'égard de son budget. Nous estimons que c'est un budget juste et équitable et qui avantage les travailleurs du Canada.

M. Hees: C'est John qui vous a soufflé cela.

Des voix: Oh, oh!

M. Fraser: Le ministre du Travail n'a pas ajouté grand-chose à ce qu'a dit le ministre des Finances. Veut-il dire par là aux travailleurs du pays que leur part du revenu national net est suffisamment élevée compte tenu de la situation actuelle? Le ministre peut certainement nous donner cette réponse car elle a un rapport étroit avec la politique et l'attitude que le gouvernement manifeste envers les travailleurs à en juger par le budget.

M. Munro (Hamilton-Est): Naturellement, le gouvernement souhaite que les travailleurs du pays obtiennent une part toujours plus grande des richesses nationales. Ce budget est destiné à nous apporter une plus grande prospérité économique et il y parviendra.

Des voix: Bravo!

M. Fraser: Vu la réponse qu'il vient de donner, comment le ministre concilie-t-il ce qu'il vient de dire avec la page 8 du discours du budget où le ministre des Finances déclare que l'équilibre a été entièrement rétabli à l'égard du revenu des travailleurs?